

INCLUSION FINANCIERE



Echos des bénéficiaires
des produits Fnf

**GNINGABLE
Tillardjo : «
Grâce à AGRISEF,
mon activité a
pris son envol et
mes revenus à
la taille de mes
espérances »**

PAGE 2

SPORTS



Abalo Dosseh

**Une sérieuse
menace pour
Claude Le Roy ?**

Ancien international togolais, Jean-Paul Abalo Dosseh a rangé depuis 2008 ses crampons et se dédie, jusque-ici, à une carrière d'entraîneur. Sélectionneur des Eperviers en 2014, coach adjoint sous le Belge Tom Saintfiet en 2015, actuel responsable...

PAGE 10

Assurance

**La typologie des
polices, les principes
de tarification au cœur
d'une rencontre à Lomé**

Lomé, la capitale togolaise abrite depuis lundi 5 août un séminaire sur l'assurance...

PAGE 9

Droits de l'Homme

**Spéro Mahoulé : « pour lutter
efficacement contre la torture,
il vaut mieux la prévenir »**



PAGE 3



Scène politique nationale

**« On ne peut pas dire qu'il n'y
a plus d'opposition au Togo »**

Il ne fait plus aucun doute, au regard des derniers événements (initiatives entreprises par le gouvernement dans la lutte vers une démocratie et un développement national ; succession d'erreurs à mettre à l'actif des opposants), que l'opposition togolaise a véritablement du plomb dans l'aile. Désormais, d'aucuns pensent, à bonne enseigne peut-être, qu'elle n'existe que de nom...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Comme en Afrique du Sud, la réconciliation au Togo prendra plus de temps, selon le Révérend Père Michael Lapsley

L'histoire du Togo est jalonnée de plusieurs péripéties. Dans leur marche vers plus de démocratie, les Togolais ont dû faire face à plusieurs situations difficiles. De multiples initiatives sont prises pour aider notre pays à dépasser cette étape et à aller de l'avant. Mais comme nous le rappelle le révérend-père Michael Lapsley, « le Togo est encore blessé ».

De graves blessures sont encore toutes vivantes dans les cœurs et les esprits des Togolais. Même physiquement, beaucoup de nos compatriotes du nord au sud et de l'Est...

PAGE 3

Politique nationale de la qualité

**Quels en sont les
avantages pour le Togo ?**

Le Togo va disposer d'une politique nationale de la qualité. Une communication relative à l'adoption de cette politique a été présentée en Conseil des ministres du 31 juillet par le ministre du Commerce, de l'Industrie,...

PAGE 9



	<p>SOMMAIRE</p> <p>Communication(s) sociale(s) Quelle importance pour quel usage ?</p>  <p>P 6</p>	<p>Agriculture Le Togo participe à un forum sur la sécurité alimentaire en Afrique</p>  <p>P 9</p>	<p>Eliminatoires Chan 2020 Le Togo se débarrasse du Bénin, le Nigeria prochain adversaire</p>  <p>P 10</p>	<p>« Mon sang pour sauver une vie » 233 poches de sang collectés en une seule journée grâce à l'UPF-Togo</p>  <p>P 11</p>
---	--	--	---	--

ECHOS DES BENEFICIAIRES DES PRODUITS FNFI

GNINGABLE Tildardjo : « Grâce à AGRISEF, mon activité a pris son envol et mes revenus à la taille de mes espérances »

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique quotidienne "Echos des bénéficiaires des produits FNFI", Togo Matin vous conduit à Dapaong dans la région des savanes pour mettre sous les feux de la rampe les témoignages de GNINGABLE Tildardjo, bénéficiaire du produit Accès des Agriculteurs aux Services Financiers (AGRISEF) d'un montant de 100.000 FCFA. Reportage...

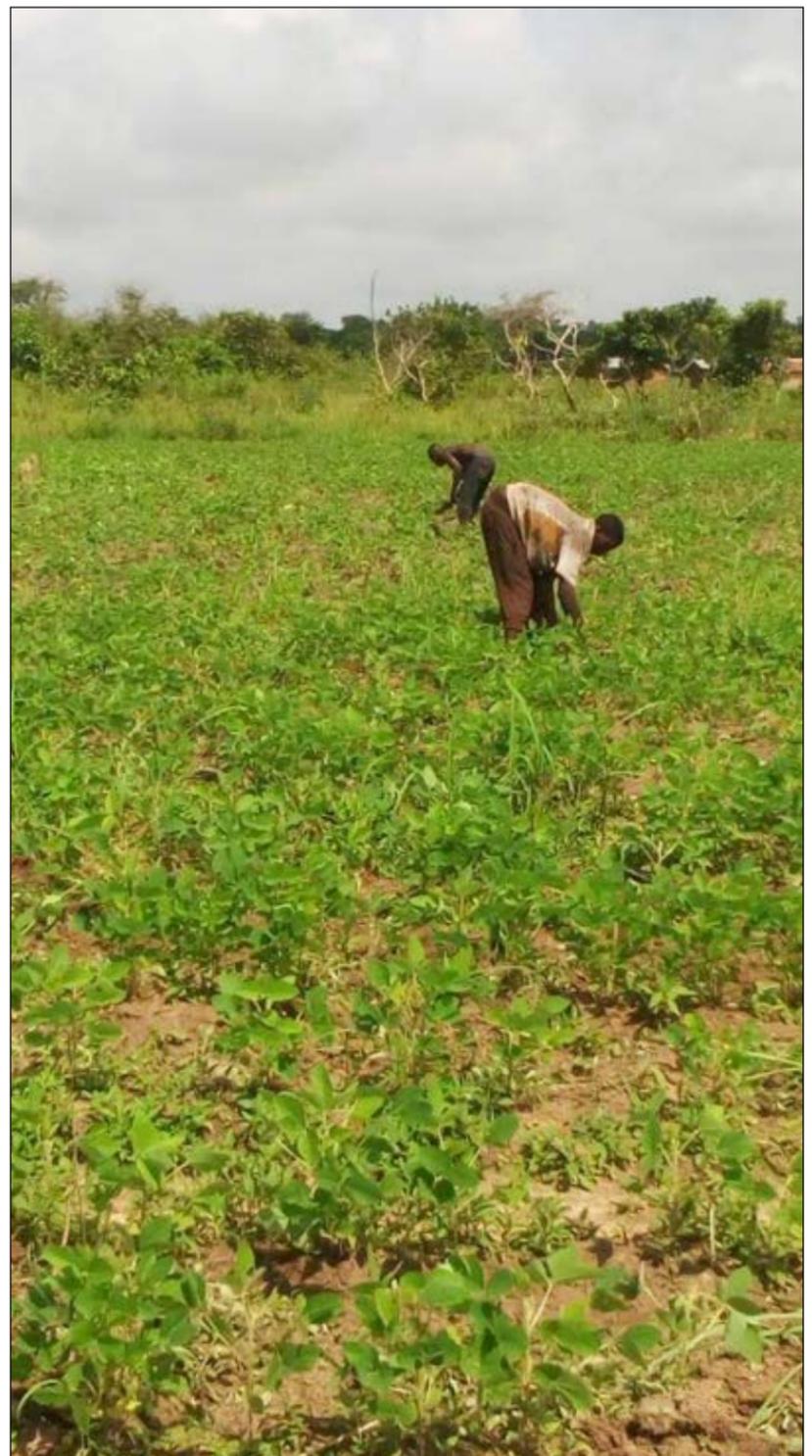
Adapong, vit depuis plus d'une trentaine d'années GNINGABLE Tildardjo. Ce trentenaire a toujours été convaincu que l'agriculture reste pour lui le seul moyen de s'épanouir, tellement il aimait l'agriculture depuis sa tendre enfance. Après avoir été très proche de son papa dans l'exploitation des superficies cultivables familiales, Tildardjo éprouve le besoin de voler de ses propres ailes pour pouvoir s'autosuffire et se prendre en charge. Afin de l'encourager dans cette nouvelle étape très importante dans sa vie, son papa sous le poids de l'âge lui lègue une petite parcelle de terre qu'il devra désormais seul mettre en valeur.

" Je n'ai pas mis longtemps avant de me rendre auprès de COOPEC SIFA, une institution de microfinance partenaire du FNFI dans la région des savanes. Je savais déjà que le FNFI travaillait justement avec certaines microfinances afin justement de rapprocher les services financiers des groupes les plus vulnérables. Une fois sur place, j'ai exposé aux agents de crédits mon désir de pouvoir bénéficier d'un appui financier pour pouvoir exploiter une superficie cultivable. Après toutes les vérifications nécessaires, il m'a été conseillé de me mettre en groupe solidaire d'au moins 5 personnes et d'accepter une formation et être prêt à accepter également l'accompagnement des instituts d'appui et de conseil tel

que l'ICAT. Je me suis plié à toutes les exigences requises et au bout de quelques semaines, je me suis vu octroyer le premier crédit AGRISEF d'un montant de 100.000 FCFA. Ce montant m'a permis de pouvoir acheter des intrants agricoles et de me lancer dans la production des arachides. Etant donné qu'ici à Dapaong, l'arachide est une denrée très prisée, j'ai bien voulu investir dans cette culture afin de pouvoir tirer mon épingle du jeu. Et comme vous le voyez, aujourd'hui, au bout de quelques mois, mon activité a pris son envol, mes productions sont à la hauteur de mes attentes et mes revenus à la taille de mes espérances."

Le crédit obtenu, GNINGABLE Tildardjo mesure alors combien il est important de se battre soi-même afin de gagner le pari de son devenir. Pour lui qui a toujours rêvé de s'épanouir dans l'agriculture, c'est un envol qu'il ne compte pas arrêter en si bon chemin.

" J'ai toujours espéré devenir un grand agriculteur dans ma région. Et maintenant que le FNFI m'a donné l'occasion de me lancer dans la réalisation de mon rêve, je ne compte pas m'arrêter en si bon chemin. Je dois mettre toutes les chances de mon côté pour maximiser autant que possible mes chances afin d'aller de l'avant. Je dois tout faire pour être en règle dans le remboursement de ce premier crédit afin d'obtenir le



GNINGABLE Tildardjo dans son champs

second crédit. Celui-ci me permettra de diversifier mes cultures en y intégrant les produits maraîchers."

KD



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... à l'ouest portent encore les stigmates de plusieurs années de mésententes. L'idéal est d'oublier le passé et d'aller de l'avant. Comme l'indique le livre du Révérend Père Michael Lapsley, directeur de l'Institut pour la guérison des mémoires il faut « guérir du passé ». Il n'y a pas meilleur remède pour l'esprit et même le corps que de tourner le dos au passé et de vivre dans le présent. Mais, c'est plus facile à

dire qu'à faire. Beaucoup de choses se sont passées depuis les années d'indépendances jusqu'à ce jour. Heureusement que les plus hautes autorités du Togo ont compris la nécessité d'amorcer le processus de guérison en mettant en place la Commission vérité justice et réconciliation (CVJR). Cela se poursuit actuellement avec les indemnités suite à la mise en place du Haut-commissariat à la réconciliation

et au renforcement de l'unité nationale (Hcrrun). Malgré tout, la réconciliation ne se fera pas de façon automatique. Elle ne se décrète d'ailleurs pas. Comme le reconnaît très souvent la présidente du Hcrrun, Awa Nana Daboya, ce sont des indemnités symboliques. Pour elle, il est clair que les Togolais ne peuvent pas oublier tout ce qu'ils ont vécu. Mais ils peuvent pardonner pour le vivre ensemble. C'est d'ailleurs ce

que veut montrer le révérend-père Michael Lapsley à travers son livre. « La guérison n'est pas facile, mais ce livre illustre une histoire, mon histoire. Chaque personne a une histoire à raconter et chaque histoire mérite d'être écoutée. L'idée est de créer des espaces de sécurité, des espaces sacrés où tout le monde peut être libre de raconter son histoire », précise le Père Lapsley. Faisant un lien avec l'Afrique du Sud, il montre que la guérison prendra du

temps. En effet, même l'Afrique du Sud qui a connu un processus de réconciliation à succès porte encore les stigmates de l'apartheid. Le père Lapsley qui en a souffert personnellement dans sa chair, en sait quelque chose. Il partage donc avec les Togolais les secrets de la guérison. Vivement donc que son message bénéficie d'une oreille attentive.

Edem Dadzie
Source :

Togobreakingnews

Droits de l'Homme

Spéro Mahoulé : « pour lutter efficacement contre la torture, il vaut mieux la prévenir »

La torture est une pratique qui touche à la dignité de l'individu qui la subit, un crime contre l'humanité. Les gouvernants doivent veiller à ce qu'elle soit sévèrement combattue. Toutefois selon Spéro Mahoulé, le président du Collectif des associations contre l'impunité au Togo (Cacit), « pour lutter efficacement contre la torture, il vaut mieux la prévenir ».

Le gouvernement togolais, les Organisations de défense des droits de l'Homme (ODDH) dont le Cacit, l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat-Togo) et plusieurs autres observateurs étaient il y a quelques jours à Genève pour la présentation du rapport du Togo devant le comité contre la torture des Nations unies. Le ministre des Droits de l'Homme et des Relations

avec les institutions de la République, le Dr Christian Trimua, a mis l'accent sur les avancées et a précisé que le gouvernement ne compte pas rester les bras croisés face aux recommandations. Toutefois, la société civile ne compte pas se contenter de ces déclarations d'intention. Dès son retour, elle se réunit pour mettre sur pied un mécanisme de prévention de la torture. Le Cacit qui est au-devant de l'initiative pense qu'il ne faut



Spéro Mahoulé, président du Cacit

pas attendre que des actes de tortures surviennent pour les réprimer. Il faut au contraire créer le cadre pour les prévenir. Comme un adage le dit si bien : « il vaut mieux prévenir que guérir ». Cela est vrai non seulement sur

le plan médical mais aussi dans d'autres domaines dont les droits de l'Homme et la torture. La Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) dirigée par Nakpa Polo soutient l'initiative des ODDH. Le Togo ne peut plus se payer

le luxe de voir des actes de tortures se commettre sur son territoire. Il y a quelques années, des cas de torture ont été révélés au grand jour au point où la justice internationale a même été mise à contribution par les victimes. Aujourd'hui, la situation s'est beaucoup améliorée. Le nouveau code pénal ne laisse aucune chance à la torture. Toutefois, des formes sournoises de tortures notamment dans les lieux de détention peuvent subsister. C'est justement contre cela qu'il faut lutter. Les pouvoirs publics et les ODDH doivent continuer de travailler main dans la main pour écarter de nous les démons de la torture et de la violation des droits de l'Homme en général.

E. Dadzie

Scène politique nationale

« On ne peut pas dire qu'il n'y a plus d'opposition au Togo »

Il ne fait plus aucun doute, au regard des derniers événements (initiatives entreprises par le gouvernement dans la lutte vers une démocratie et un développement national ; succession d'erreurs à mettre à l'actif des opposants), que l'opposition togolaise a véritablement du plomb dans l'aile. Désormais, d'aucuns pensent, à bonne enseigne peut-être, qu'elle n'existe que de nom. Une analyse plausible que rejette tout de même Antoine Folly, délégué national de la branche togolaise de l'Union pour la démocratie sociale (UDS-Togo).

À l'état actuel des choses, l'opinion publique, déçue un nombre incalculable de fois, est devenue dubitative par rapport à la volonté des partis de l'opposition à s'engager résolument et efficacement dans la politique nationale.

Invité récemment sur une radio de la place, Antoine Folly, délégué de l'UDS-Togo (parti membre de la coalition des 14 partis) s'est plié à l'évidence : « Je peux comprendre la déception des Togolais » avant de rejeter cette "théorie" populaire qui tend

à annihiler l'existence de l'opposition : « On ne peut pas dire qu'il n'y a plus d'opposition au Togo. Elle existe mais seulement, il faut qu'elle s'organise pour montrer un autre visage ». Naturellement, on pourrait se demander si par organisation, Antoine Folly sous-entend une unification et/ou solidarité entre les partis de l'opposition à quelques mois de l'élection présidentielle ? A cette question, il répond, à demi-mot, par l'affirmative : « Au cas où l'opposition en son sein n'arrive pas à s'organiser pour dégager



Antoine Folly

une candidature unique pour 2020, à la C14 ainsi qu'au sein de notre parti, nous ne sommes pas contre un candidat apolitique » parce que reconnaît-il, « si la prestation de l'opposition a été piètre aux dernières élections locales, c'est parce qu'elle y était allée en rangs dispersés ». Pour le responsable de l'UDS-Togo, « le désintéressement

des Togolais qui se disent que les bulletins n'ont plus leur valeur ; la condition d'organisation exécutable et le règne de l'argent dans le processus électoral » sont les trois éléments qui sabordent les élections au Togo ; une déclaration qui, analysée de près, ressemble à un subterfuge.

Augustin Akey
(Stagiaire)

05 AOUT 2019

Lomé, le

APPEL A CANDIDATURES

La Délégation à l'organisation du Secteur Informel (DOSI) est un Etablissement public dont la mission est de valoriser les atouts et opportunités du secteur informel de la restructurer et en faire un véritable outil de développement économique et social inclusif.

Dans cette perspective, le Secrétariat d'Etat auprès de la Présidence de la République chargé de l'Inclusion Financière et du Secteur Informel recrute pour le compte de la DOSI des personnes pour les postes suivants :

1. Auditeur Interne (AI) ;
2. Directeur des Opérations, du Recensement et de l'Organisation SI (DORO-SI) ;
3. Directeur de la Stratégie, de la Législation et du Contrôle (DSL-C).

Dossier à fournir

- Une lettre de motivation adressée à Madame la Secrétaire d'Etat chargée de l'Inclusion Financière et du Secteur Informel ;
- Un CV détaillé avec trois personnes de référence ;
- Des Copie des diplômes et attestations de travail ;
- Une Copie de l'acte de naissance
- Une copie du certificat de nationalité.

Les dossiers de candidature physiques peuvent être déposés :

- Dans les Agences régionales de la Délégation à l'organisation du Secteur Informel (DOSI) sur l'étendue du territoire national ;
- Au secrétariat du Secrétariat d'Etat, sis au 2^{ème} étage de l'immeuble du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI), en face du Centre de Formation Bancaire du Togo, tel : 22 26 95 05 ;
- Ou par courriel à l'adresse suivante : ifs@presidence.gouv.tg.

La date limite de dépôt est fixée au **19 AOUT 2019** à 18h00.



DESCRIPTION DES POSTES ET PROFILS RECHERCHES

TITRE DU POSTE : AUDITEUR INTERNE

<p>DESCRIPTION</p>	<p>Le rôle clé de l'audit interne est de fournir une assurance objective à toutes les parties prenantes, en formulant en toute indépendance, une opinion ou des conclusions sur un processus, un système ou tout autre aspect de la gestion de la DOSI. Il joue par ce biais, un rôle de conseil de premier plan.</p>
<p>TACHES</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Définir et mettre en place la charte d'audit interne ; - Contribuer à la collecte des données pour l'élaboration du plan annuel d'audit interne ; - Veiller au respect des méthodologies et normes de pratique de l'audit et du contrôle interne ; - Apporter des conseils pragmatiques aux responsables de la DOSI dans le but de les assister dans la maîtrise de leurs opérations et des procédures en général ; - Conduire les Audits internes - Contrôle de gestion et aide au pilotage - Proposer et mettre en oeuvre le plan annuel d'audit interne préalablement approuvé ; - Planifier les missions d'audit interne ; - Coordonner les interventions des agents auditeurs internes avec le responsable des services audité ; - Coordonner les interventions des Commissaires aux Comptes et leur faciliter la collecte de l'information auprès des opérationnels ; - Examiner, évaluer et apprécier les dispositifs de contrôle interne - Garantir le respect des lois, règles, procédures et instructions ; - Elaborer et mettre à jour les outils permettant une réalisation performante des missions d'audit (procédures, guides opératoires, charte de l'audit interne) ; - Assurer le suivi régulier de la mise en oeuvre des recommandations émises aussi bien dans le cadre des missions d'audit interne que des missions d'audit externe ; - S'assurer de la compétence, de la formation et de l'encadrement adéquat des agents appelés à travailler sous sa supervision ; - Assister les différents services de la DOSI dans la maîtrise de leurs opérations en leur apportant des conseils pratiques ; - Identifier et évaluer les risques significatifs afin de contribuer à l'amélioration des systèmes de management des risques et de contrôle. - Exécuter toute autre tâche à la demande de ses supérieurs hiérarchiques.
<p>PROFIL</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Bac+4 au moins en audit et contrôle interne - Une expérience d'audit/inspection d'une institution publique est un atout. - Avoir une expérience valorisée d'au moins trois (3) ans dans le métier ; - Avoir une connaissance avancée des techniques d'Audit et de contrôle interne ; - Avoir une bonne capacité rédactionnelle, un bon niveau de langage à être dynamique et organisé ; - Etre rigoureux, loyal et discret.



TITRE DU POSTE : DIRECTEUR DES OPERATIONS, DU REENSEMEMENT ET DE L'ORGANISATION DU SECTEUR INFORMEL

DESCRIPTION
Le Directeur des Opérations, du Recensement et de l'Organisation du Secteur Informel assure le management des opérations, du recensement des acteurs et activités de l'organisation du secteur conformément aux orientations définies par la stratégie de formalisation.

- Proposer les plans et les schémas opérationnels des programmes ;
- Assurer et assumer la mise en œuvre des activités et programmes ;
- Assurer la gestion technique, administrative du département dans le respect des prérogatives à lui reconnues par DG ;
- Veiller à assurer le contrôle et l'évaluation courants des activités ;
- Assumer la gestion budgétaire et financière de la direction ;
- Conduire le recensement général des acteurs et des activités du Secteur Informel ;
- Mener les enquêtes socioéconomiques, ainsi que des projections relatives au Secteur Informel ;
- Produire des statistiques et études sociales, économiques, au plan national et local ;
- Etablir le bilan cartographique annuel des acteurs et activités du Secteur Informel ;
- Réaliser des études spécifiques, suivre et relever les mutations, évolutions, changements effectifs du Secteur Informel qui sont le résultat des acteurs de la DCSI et de la politique nationale de la formalisation ;
- Conduire les enquêtes spécifiques sur les activités et les acteurs du Secteur Informel ;
- Collecter et compiler les données statistiques sociales élaborées par les autres services du système statistique national en relation avec la politique nationale de la formalisation ;
- Triller et mettre en œuvre tout projet utile dans le domaine.
- Définir des stratégies et des outils pour un meilleur encadrement du secteur
- Traiter un cadre permanent de concertation des acteurs publics, privés et opérateurs du Secteur Informel pour des dispositions et accords harmonisés en vue d'une organisation efficace du secteur ;
- Mettre en place une gestion efficace afin d'assurer la bonne conformité des programmes de la DCSI avec la vision approuvée au niveau global de l'Etat ;
- Construire des partenariats stratégiques afin de promouvoir la politique nationale de formalisation et mobiliser des ressources ;
- Développer un réseau efficace à l'échelle nationale, régionale et globale pour un support technique et la gestion des connaissances, au sein de la DCSI et avec les institutions extérieures, y compris le secteur de l'éducation (formation des acteurs) ;
- Exécuter toute autre tâche à la demande de ses supérieurs hiérarchiques.

- PROFIL**
- BAC+5 en Economie ou en gestion ou autres domaines connexes
 - Justifier d'au moins 5 années d'expérience dans le domaine du développement et dans la gestion de Projets et Programmes ;
 - Avoir des connaissances en planification stratégique ;
 - Avoir une bonne compréhension des enjeux du secteur informel.



TITRE DU POSTE : DIRECTEUR DE LA STRATEGIE, DE LA LEGISLATION ET DU CONTROLE

DESCRIPTION
Le Directeur de la Stratégie, de la Législation et du Contrôle (DSLCL) est chargé de la définition de la stratégie d'action générale de la DCSI et de proposer les textes réglementaires. Il s'oblige à mettre en place les outils et mécanismes de contrôle, d'inspection, d'évaluation des activités de la DCSI ainsi que de mesures de la formalisation.

- TACHES**
- Chargé de la définition de la stratégie d'action générale de la DCSI
 - Propose les textes réglementaires.
 - Met en place les outils et mécanismes de contrôle, d'inspection, d'évaluation des activités de la DCSI ainsi que de mesure de l'informalité/formalisation ;
 - Piloter les activités en garantissant l'adéquation des modes de gestion, des moyens et des ressources ;
 - Fédérer les collaborateurs et les différents partenaires autour du projet d'Etat et des objectifs de mission assignés à la DCSI ;
 - Maintenir et développer les compétences des collaborateurs directs ;
 - Effectuer le reporting des actions/activités de son département ;
 - Triller, piloter au coordonner des projets ou missions stratégiques ;
 - Effectuer une veille prospective du Secteur Informel ;
 - Construire des partenariats stratégiques locaux et internationaux.
 - Etudier, analyser et concevoir les projets de textes réglementaires, conventions et accords divers et veiller à leur mise en œuvre ;
 - Traiter les requêtes formulées par les différentes parties impliquées dans la politique de formalisation et de l'organisation du Secteur Informel ;
 - Assister les responsables administratifs directs et les autres partenaires en matière de procédure judiciaire et du droit en général ;
 - Contrôler à posteriori les actes juridiques élaborés par les services de DCSI tant au niveau central que déconcentré ;
 - Assurer la veille juridique et réglementaire et mettre à jour les textes, conventions, accords et contrats divers ;
 - Assurer le suivi et le fonctionnement des organes consultatifs, de concertation et de gestion participative au sein du Secteur Informel ;
 - Assurer l'appui-conseil à tout service ou structure partenaire intéressés dans l'élaboration des projets de textes relatifs au Secteur Informel ;
 - Représenter la DCSI dans les instances traitant de questions relevant du droit et procédures judiciaires ;
 - Veiller à la diffusion des textes législatifs et réglementaires concernant et/ou intéressant le secteur et de suivre leur mise en œuvre ;
 - Veiller à l'application de la réglementation relative aux activités de la DCSI ;
 - Etudier et suivre les affaires contentieuses concernant la DCSI ;
 - Concevoir et mettre en œuvre les outils et mécanismes de contrôle et/ou suivi ;
 - Contribuer à la définition et à l'élaboration de la politique nationale et des programmes nationaux de la formalisation ;
 - Exécuter toute autre tâche à la demande de ses supérieurs hiérarchiques.

- PROFIL**
- BAC+5 en sciences de gestion ou en Management des entreprises ;
 - Cinq (05) années au moins d'expérience professionnelle équivalente
 - Avoir des connaissances en planification stratégique ;
 - Avoir une bonne connaissance de la législation.



Objet : « CANDIDATURE AU POSTE DE ». Les dossiers sont déposés jusqu'au **10 MAI 2019** à 18 H00
NB : Seul les candidats retenus seront contactés pour la suite du processus.

Communication(s) sociale(s)

Quelle importance pour quel usage ?

Instituée à l'initiative de l'église catholique, la Journée mondiale des communications sociales, manifeste la prise de conscience des enjeux de société (moraux et spirituels), que représentent les moyens de communication de masse. Avec l'évolution de la communication dans un mode numérique incontournable, les communications sociales vont au-delà du spirituel. Elles sont un ensemble d'actes communicatifs dont l'objectif est de modifier certaines représentations ou comportements. Que représentent donc ces communications sociales dans la vie chrétienne et professionnelle?

À chaque époque, l'église a su utiliser les moyens disponibles pour répondre aux défis toujours nouveaux et communiquer l'Évangile. Elle utilise donc les moyens actuels: sites Internet, blogs, newsletters,

bulletins diocésains, journaux paroissiaux, affiches, radio et télévision, édition. Et pour adapter sa communication aux mutations engendrées par les nouvelles technologies, elle a aussi besoin de former ses responsables.

Communications sociales : le pape François reconnaît le pouvoir des médias et insiste sur un bon usage par les chrétiens



Un visuel de la Journée mondiale des communications sociales

Le Vatican a publié, le 24 janvier (comme chaque année), son message 2019, en la mémoire de saint François de Sales, patron des journalistes. Voici le message du pape François pour la 53e journée mondiale des communications sociale célébrée cette année lors de la Solennité de l'Ascension de Jésus le 2 juin 2019. "Depuis l'avènement de l'Internet, l'église a toujours cherché à en promouvoir l'utilisation au service de la rencontre entre les personnes et de la

solidarité entre tous. Avec ce message, je voudrais vous inviter une fois de plus à réfléchir sur le fondement et l'importance de notre être et à redécouvrir, dans l'immensité des défis du contexte actuel de la communication, le désir de l'homme qui ne veut pas rester dans sa solitude... L'environnement des médias est aujourd'hui tellement envahissant qu'on ne peut le distinguer de la sphère de la vie quotidienne. Le réseau est un atout de notre temps. C'est une source de connaissances



Le dilemme devant une multitude de réseaux sociaux

et de relations naguère impensables. De nombreux experts, cependant, à propos des transformations profondes imprimées par la technologie aux logiques de production, de circulation et d'utilisation des contenus, soulignent également les risques qui menacent la recherche et le partage d'une information authentique à l'échelle globale. Si l'Internet représente une possibilité extraordinaire d'accès au savoir, il est également vrai qu'il s'est avéré l'un des lieux les plus exposés à la désinformation et à la distorsion consciente et ciblée des faits et des relations interpersonnelles, qui souvent prennent la forme de discrédit.

Il faut reconnaître que les réseaux sociaux, s'ils servent d'une part à nous relier davantage, à nous permettre de nous retrouver et de nous entraider, de l'autre ils se prêtent aussi à une manipulation de données personnelles, visant à obtenir des avantages politiques ou économiques, sans le respect dû à la personne et à ses droits. Parmi les plus jeunes, les statistiques révèlent qu'un sur quatre est mêlé à des épisodes de cyber-harcèlement... L'image du corps et des membres nous rappelle que l'utilisation du Web social est complémentaire de la rencontre en chair et en os, qui vit à travers le corps, le

cœur, les yeux, le regard, le souffle de l'autre. Si le réseau est utilisé comme une extension ou comme une attente d'une telle rencontre, alors il ne se trahit pas et demeure une ressource pour la communion. Si une famille utilise le réseau pour être plus connectée, pour ensuite se réunir à table et se regarder dans les yeux, alors c'est une ressource. Si une communauté ecclésiale coordonne sa propre activité à travers le réseau, pour ensuite célébrer l'Eucharistie ensemble, alors c'est une ressource.

Si le réseau est une occasion pour se rapprocher des histoires et des expériences de beauté ou de souffrance physiquement loin de moi, pour prier ensemble et ensemble chercher le bien dans la redécouverte de ce qui nous unit, alors c'est une ressource. Ainsi, nous pouvons passer du diagnostic à la thérapie: en ouvrant le chemin au dialogue, à la rencontre, au sourire, à la caresse. Ceci est le réseau que nous voulons. Un réseau qui n'est pas fait pour piéger, mais pour libérer, pour prendre soin de la communion entre des personnes libres. L'église même est un réseau tissé par la communion eucharistique, où l'union n'est pas fondée sur "j'aime", mais sur la vérité, sur l'"Amen", avec lequel chacun adhère au corps du christ en accueillant les autres".

Source: seletlumieretv.org

Communication sociale : nécessité de la communication sociale dans les organisations

Parallèlement à son essor dans la sphère entrepreneuriale, la communication sociale désigne aussi la communication développée par des institutions, c'est-à-dire des organismes évoluant dans la sphère publique ou parapublique. Elle s'applique autant aux structures communales et intercommunales, que gouvernementales et ministérielles. De fait, la communication institutionnelle désigne un mode d'expression symbolique, verbal ou iconique, par l'intermédiaire duquel s'articulent une politique publique, le ou les groupes sociaux et territoriaux qu'elle vise et l'institution qui lance la première et représente les seconds.

Elle correspond aux politiques publiques mises en œuvre, ainsi qu'à la médiatisation qui les accompagne et les prolonge. Elle désigne un processus de diffusion de messages du pouvoir exécutif et des institutions publiques, par des moyens diversifiés de communication de masse, en particulier par la télévision, dont la prépondérance s'affirme au cours des années quatre-vingts. Ces pratiques managériales

sont aujourd'hui jugées légitimes par une grande partie de l'opinion publique, comme en témoignent les résultats d'enquêtes menées depuis 1995. Une partie de cette légitimité est probablement liée aux finalités même de la communication institutionnelle, qui rejoignent ici celles du marketing social. Ce dernier désigne en effet l'ensemble des méthodes utilisées pour susciter le changement et le progrès social au niveau de la santé.

Ces deux pratiques managériales s'attachent à rechercher un certain bonheur pour le plus grand nombre de concitoyens, en d'autres termes un certain bien-être généralisé à l'ensemble de la société. Elles reposent donc sur le principe de l'intérêt général, en permettant idéalement aux pouvoirs publics de proposer, à défaut d'imposer, certains changements de mentalités et de comportements que le récepteur-citoyen doit intégrer et adopter. La communication sociale vise à exercer des pressions à deux niveaux de prise de conscience: celui du risque individuel et de la morale collective.

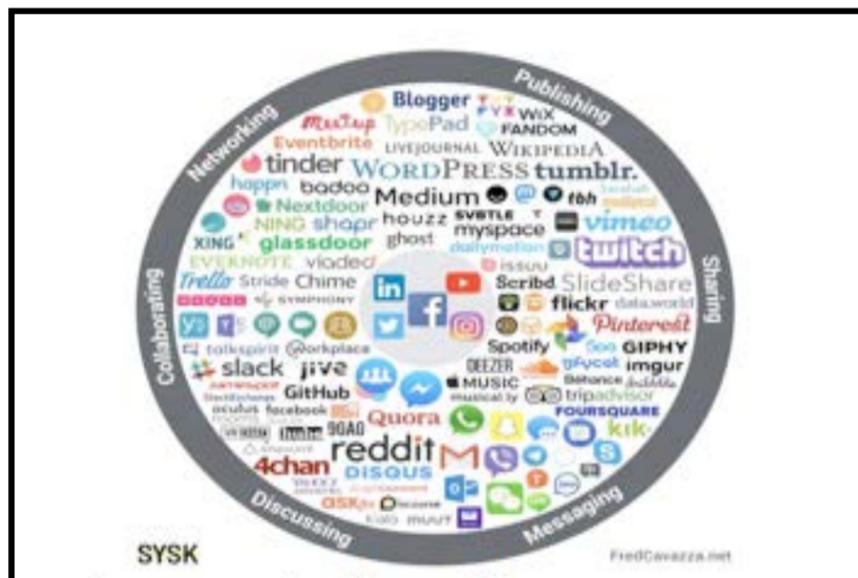
La Communication sociale revêt de l'importance

Transmettre des valeurs pour créer et renforcer plus de liens de solidarité, pouvoir informer sur des problèmes à caractère social pour ensuite faire prendre conscience, redonner une voix et des pouvoirs aux personnes, et changer des idées ou des attitudes qui pourraient être mauvaises pour les personnes aussi bien au niveau individuel que collectif. Tels sont les objectifs de la communication sociale.

Pourquoi une communication

sociale ?

La communication sociale est totalement différente de la communication utilisée dans la publicité, car celle-ci cherche à « placer » un produit. Au contraire, la communication sociale va à l'encontre de l'opinion du destinataire. Il est important pour la communication sociale de connaître l'opinion, car le but ultime est de la modifier. Par ailleurs, utiliser une communication sociale demande du temps. En effet, « changer » une opinion ne se fait pas en deux minutes.



La communication sociale

On procède notamment en deux étapes: mettre en place une campagne médiatique pour donner de la visibilité au message abordé, aller à l'encontre des personnes concernées.

En effet, le dialogue et la proximité sont deux des éléments indispensables à la réussite de la communication sociale.

Fondements et organismes de la communication sociale Elle se base sur les valeurs humaines et citoyennes et, bien souvent, c'est la communication sociale qui permet aux minorités d'être entendues. Celle-ci est également basée sur la solidarité et le partage. Il s'agit d'un type de communication principalement utilisé par les organismes et associations ayant une utilité publique.

Fonctions et importance de ce type de communication Informer (renseigner et donner des nouvelles), persuader et convaincre (afin d'influencer pour changer le comportement), éduquer (apporter des connaissances et des valeurs sociales), provoquer des émotions (séduire, plaire, pour convaincre). Il est impensable de vouloir « changer » un type de comportement sans

connaître en profondeur les raisons de ce comportement. Pour arriver à modifier des normes sociales, il faut tout d'abord, prendre la culture comme facteur essentiel, car c'est la culture qui marque nos attitudes.

Sans connaître la culture, le message ne peut pas être transmis pertinemment surtout dans la communication sociale qui vise à faire changer des valeurs. C'est ce que font les grands organismes comme Greenpeace, WWF, la fondation Nicolas Hulot ou encore d'autres ONG comme Médecins Sans Frontières. Les campagnes de sensibilisation ne sont pas les mêmes en fonction du pays, car, à titre d'exemple, un Allemand et un Français n'ont pas la même culture du social. La communication sociale doit étudier les facteurs cognitifs et psychologiques de chaque individu (ou société) cible pour s'assurer d'une réelle efficacité. Les connaissances dont dispose la société ou l'individu en question sont tout aussi importantes, surtout avec la multiplicité de supports informatiques liés à l'avènement du numérique.

Réalisé par Attipoe Edem
Kodjo

ACHETEZ & LISEZ désormais

tm
togomatin

sur **MON KIOSK.com** | ou | sur le portail **Lome.com**

www.monkiosk.com | **www.alome.com**

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

 SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE L'INCLUSION FINANCIERE ET DU
 SECTEUR INFORMEL

 FONDS NATIONAL
 DE LA FINANCE INCLUSIVE



REPUBLIQUE TOGOLAISE

 TRAVAIL - LIBERTÉ - PATRIE

I. LETTRE D'INVITATION A SOUMISSIONNER

Objet : Acquisition et installation d'un logiciel de gestion informatique et outil de surveillance :
 SOLARWINDS

Réf : Demande de Cotation N° 008/19/PR/SEIFSI/FNFI/PRMP

Mesdames / Messieurs,

1. Le Fonds National de la Finance Inclusive sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats jeunes et femmes entrepreneurs répondant aux qualifications requises pour l'acquisition et installation d'un logiciel de gestion informatique et outil de surveillance : SOLARWINDS à exécuter dans un délai de quinze (15) jours après la réception du bon de commande.
2. La passation du marché sera conduite par Demande de Cotation, conformément aux dispositions du Code des marchés publics et délégations de service public.
3. La Demande de Cotation est adressée à tous les soumissionnaires jeunes et femmes entrepreneurs exerçant dans le domaine concerné et enregistrés dans la base de la Direction Nationale du Contrôle des Marchés Publics (DNCMP), conformément aux dispositions de leur consacrer 25% des marchés publics.
4. Les candidats intéressés peuvent obtenir le dossier complet à l'adresse mentionnée ci-après sur présentation d'une copie de la pièce d'identité du gérant: Personne Responsable des Marchés Publics du FNFI, 8 rue avenue Akéi, en face du Centre de Formation Bancaire du Togo, BP 20889 Lomé 02, Tél : 22 26 95 00 / 70 49 67 40, E-mail : togo.fnfi@fnfi.tg, koku.aml@fnfi.tg de 8h à 12h et 15h à 17h
5. Les offres devront être déposées au secrétariat du Fonds National de la Finance Inclusive en face du centre de formation bancaire, 8 Avenue Akéi, 02 BP 20889-Lomé 02-TOGO, Tél : 22 26 95 00 au plus tard le 20 août 2019 à 10 h00. L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 10h30 à la salle de réunion du FNFI. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.
6. Les offres doivent être valides pendant une période de soixante (60) jours suivant la date limite de dépôt.
7. Veuillez accepter Mesdames, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Fait-le 02/08/2019

La Personne Responsable des Marchés

Assurance

La typologie des polices, les principes de tarification au cœur d'une rencontre à Lomé

Lomé, la capitale togolaise abrite depuis lundi 5 août un séminaire sur l'assurance. Organisée par l'Institut international des assurances, cette rencontre de 5 jours a pour thème : « l'assurance-crédit-caution : typologie des polices, principes de tarification et gestion des sinistres ». Elle réunit des acteurs venus de différents pays.

Il y a trois ans déjà, la ville de Lomé abritait un séminaire de l'Institut international des assurances (IIA). La rencontre de cette année permettra de former et de recycler les cadres de contrôle des directions nationales des assurances des pays membres. Les travaux permettront aussi de

renforcer les capacités des régulateurs sur les évolutions qu'a connues leur métier afin de les remettre au goût du jour.

« Notre but commun avant tout, en tant que superviseur ou contrôleur, est le développement de l'industrie des assurances

dans la zone CIMA en général et sur nos différents marchés en particulier », a déclaré le directeur de cabinet du ministère de l'Economie et des Finances Kossi Tofio à l'ouverture de la rencontre. Pour lui, la croissance doit se faire dans la préservation des intérêts des assurés et bénéficiaires de contrat d'assurance. « Il va sans dire en conséquence, que les régulateurs que nous sommes, doivent dans un monde de globalisation et d'intégration, être au fait des évolutions de par le monde », a-t-il ajouté.

Pendant ce séminaire, les contrôleurs seront outillés sur les avancées et les pratiques qui ont cours et fait leur preuve sur d'autres marchés en matière de contrôle.

Il faut souligner que l'assurance-crédit est l'assurance souscrite par un créancier (banque ou autres entreprises) pour couvrir les risques d'insolvabilité de son débiteur. Elle peut revêtir globalement deux formes à savoir : l'assurance insolvabilité et l'assurance aval. Alors que l'assurance-caution ou assurance cautionnement



Kossi Tofio

est une modalité d'assurance par laquelle un débiteur, ne pouvant fournir une caution à son créancier, lui substitue une assurance caution en garantie de ses propres engagements.

Félix Tagba

Politique nationale de la qualité

Quels en sont les avantages pour le Togo ?

Le Togo va disposer d'une politique nationale de la qualité. Une communication relative à l'adoption de cette politique a été présentée en Conseil des ministres du 31 juillet par le ministre du Commerce, de l'Industrie, du Développement du secteur privé et de la Consommation locale. Qu'apportera concrètement cette politique nationale de la qualité au développement du pays ?

Il y a bien longtemps déjà que le Togo envisage d'avoir une politique nationale de la qualité. Cette ambition se concrétise avec cette communication sur l'adoption de la politique nationale de la qualité présentée par le ministre du Commerce, de l'Industrie, du Développement du secteur privé et de la Consommation locale Kodjo Adedze en Conseil des ministres.

Selon le gouvernement cette politique nationale de la qualité permettra d'établir un cadre adéquat pour le développement et le fonctionnement d'une infrastructure qualité convenable, pertinente et efficiente afin de contribuer à une mise en œuvre réussie du

PND ».

Allier développement et qualité

A l'heure de la mise en place de son Plan national de développement (PND), le Togo a besoin de cette politique pour allier développement et qualité. L'adoption de cette politique permettra de mieux valoriser le « made in Togo ». Les autorités togolaises se sont engagées à promouvoir la consommation locale. Mais il va falloir que les produits togolais soient capables de concurrencer ceux des autres pays. D'où la nécessité de miser plus sur la qualité pour rendre plus compétitifs les produits fabriqués au Togo. Faire de la qualité un facteur de développement, c'est l'un des objectifs que

visé le gouvernement. Les opérateurs économiques sont donc invités à contribuer au succès de cette culture de la qualité.

Que ce soit dans le domaine de l'agriculture ou dans les autres domaines, cette politique nationale de la qualité permettra au Togo de se conformer aux normes internationales. Les produits togolais pourront facilement être commercialisés sur les marchés internationaux qui accordent une place importante à la qualité. « Dans le contexte actuel de la globalisation de l'économie, l'accès des produits aux marchés et leur compétitivité sont conditionnés par le respect des normes relatives à la protection du consommateur et de l'environnement. La conformité des produits et services togolais doit être démontrée dans le respect des procédures d'évaluation de la conformité internationalement reconnues », indique le gouvernement.

Avec cette politique nationale de la qualité, le Togo pourra se conformer aux exigences de l'Union économique et monétaire ouest africaine en ce qui concerne la qualité et partant au Programme système qualité de l'Afrique de l'ouest (Psqao).

Des instruments pour promouvoir la qualité

Il faut souligner que le Togo dispose déjà de certains instruments en matière de promotion de la qualité. On peut citer par exemple la loi cadre n° 2009-016 portant organisation du schéma national d'harmonisation des activités de normalisation, d'agrément, de certification, d'accréditation, de métrologie de l'environnement et de la promotion de la qualité au Togo. D'après son article 3, cette loi s'applique aux activités techniques destinées à assurer la qualité des produits et services, notamment les normes, les règlements techniques, les procédures d'évaluation de la



Kodjo Adedze

conformité, les procédures d'accréditation, d'agrément ou d'habilitation, la métrologie et l'environnement ainsi que la promotion de la qualité sur le territoire national.

Il est également mis en place au Togo la Haute autorité de la qualité et de l'environnement (Hauque). Elle est chargée de la gestion et de la promotion de la qualité au Togo.

La politique nationale de la qualité devrait plus rassurer les consommateurs et les amener à plus consommer les produits « made in Togo ».

Félix Tagba

Agriculture

Le Togo participe à un forum sur la sécurité alimentaire en Afrique

Une délégation togolaise avec à sa tête, Noël Koutéra Bataka, prend part depuis lundi 5 octobre à une rencontre de haut niveau sur la sécurité alimentaire. La rencontre permettra de faire l'état des lieux de la sécurité alimentaire sur le continent et de trouver des stratégies pour garantir cette sécurité aux populations.

Ce forum de haut niveau sur la sécurité alimentaire en Afrique se tient à Kigali dans la capitale rwandaise. Il a été ouvert par le président du Rwanda Paul Kagamé.

Le forum est organisé par le gouvernement rwandais en collaboration avec la commission de l'Union africaine, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et

l'agriculture (FAO), la Banque africaine de développement (BAD), la Banque mondiale et le Fonds international de développement agricole (Fida). La rencontre à laquelle prend part une délégation togolaise, vise à catalyser des actions et des financements afin de faire face à l'aggravation de la crise de la sécurité alimentaire sur le continent dans un contexte de changement climatique.



Noël Koutéra Bataka

Pendant deux jours des chefs d'Etat, des ministres de l'Agriculture et des Finances, des chefs d'institutions internationales, des experts,

des acteurs du secteur agricole et d'autres secteurs essayeront de trouver des solutions idoines pour lutter contre la crise alimentaire sur le continent.

Il sera également question de formaliser l'engagement qui sera pris par les partenaires à cette rencontre. Ainsi, un document sera signé à l'issue des travaux de ce forum pour mieux coordonner et faciliter les actions et les engagements pris par les partenaires afin de lutter efficacement contre la faim et de veiller à la sécurité alimentaire sur le continent.

Félix Tagba

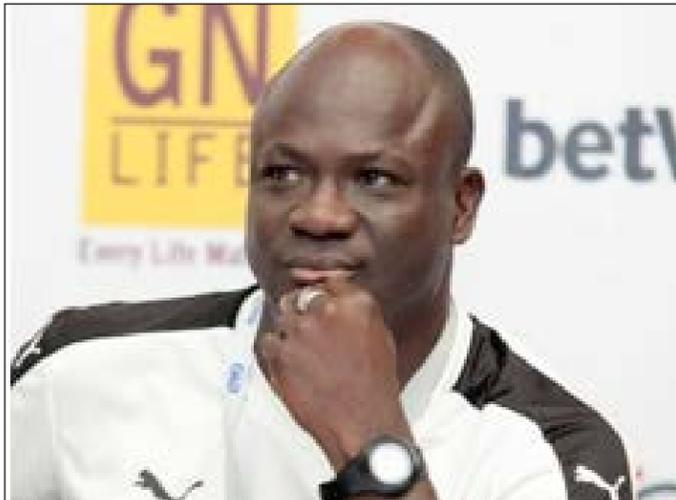
Abalo Dosseh

Une sérieuse menace pour Claude Le Roy ?

Ancien international togolais, Jean-Paul Abalo Dosseh a rangé depuis 2008 ses crampons et se dédie, jusque-ici, à une carrière d'entraîneur. Sélectionneur des Eperviers en 2014, coach adjoint sous le Belge Tom Saintfiet en 2015, actuel responsable de l'équipe nationale locale, l'ex-capitaine du Togo a le bagage nécessaire et peut, si les conditions sont réunies, ramener le football national au sommet de son art. La récente qualification (pour le prochain tour des éliminatoires de la CHAN 2020) vient corroborer cette thèse. Et, face à la fragilité notoire de Claude Le Roy, Abalo Dosseh ne peut-il pas lui ravir la vedette ?

La dernière prouesse du natif de Lomé n'a pas fini d'enthousiasmer les supporters. Après un match héroïque qui s'est soldé par un score nul et vierge en terre béninoise, le sélectionneur local a réussi à créer la sensation au match retour dans l'ancre du stade rénové de Kégué, en s'imposant face au Bénin (1 but à 0), synonyme de qualification pour le prochain tour : « J'ai

dit aux joueurs que faire un match nul au Bénin, c'est déjà une bonne chose et qu'il nous fallait gagner maintenant avec un but d'écart. Je suis très satisfait des joueurs. Ils n'ont pas l'habitude de travailler sur le plan tactique. Mais aujourd'hui, ils ont joué avec leur cœur, ils ont compris qu'il y avait quelque chose au bout. On vient de se qualifier, c'est vraiment une joie inexprimable », s'est-il



Jean-Paul Abalo Dosseh

réjouit en fin de rencontre. Maître de son destin S'il ne fait aucun doute que les prestations de l'ancien défenseur seront dorénavant passées à la loupe, il ne demeure pas moins vrai qu'il est, jusqu'à preuve du contraire, maître de son

destin. Au second tour, il aura la lourde responsabilité d'éliminer le Nigéria (à l'issue des matchs aller et retour) s'il veut conserver ses chances de disputer, avec ses poulains, la CHAN qui se déroulera au Cameroun. Logiquement, une

éventuelle victoire pourrait suffisamment propulser sa carrière d'entraîneur, lui ouvrant d'autres grandes portes non seulement sur le continent mais aussi à l'international.

Si le principal intéressé ne semble pas, en tout cas pour le moment, pressé, il est évident que les choses viendront tout naturellement. Ailleurs, les clés de la sélection fanion ont été confiées aux entraîneurs locaux et les résultats ont suivi. En témoignent les performances respectives d'Aliou Cissé (sélectionneur sénégalais) et de Djamel Belmadi (coach algérien) qui ont disputé la finale de la dernière Coupe d'Afrique des nations remportée par les Fennecs de l'Algérie ; et le Congolais Florent Ibengue dont la qualité du travail n'est plus à démontrer.

Augustin Akey (Stagiaire)

Eliminatoires Chan 2020

Le Togo se débarrasse du Bénin, le Nigéria prochain adversaire

Deux mois après que le Bénin a barré la route de la Coupe d'Afrique des nations 2019 au Togo, l'effet contraire s'est produit dimanche 04 août 2019, au Stade rénové de Kégué. Le Togo rend la monnaie de sa pièce au Bénin en le sevrant du reste de l'aventure de la CAN version locale (Chan). Un match retour (0-0 à l'aller au Bénin) rudement négocié par les Eperviers qui arrachent la victoire (1-0). Un match aux enjeux multiples.

L'équipe nationale locale togolaise s'est débarrassée de celle béninoise, pour le compte du premier tour des éliminatoires du Championnat d'Afrique des nations (Chan) 2020. Une victoire arrachée des Eperviers au Stade rénové de Kégué (1-0) face aux Ecureuils, synonyme de qualification pour le second tour. Pour le compte de ce judicieux match, le sélectionneur des Eperviers, Jean-Paul Abalo Dosseh, a fait confiance à Aigba Abdoul-Moub, Ozou Kossi Jean, Agbozo Klusseh, Toudji Messan, Bode Abdoul, Gnama Akaté, Amekoudji Kokouvi Dodji, Ouro Agoro Ismael, Moustapha Abdoul, Nane Yendoutie Richard, Tchakei Marouf, Koudagba Kossi Edem, Tchatakora Abdoul.

Le film d'une rencontre âpre Vêtus de jaune, les Eperviers locaux ont évolué dans un système 4-4-2 avec Tchakei Marouf et Koudagba Kossi Edem à la pointe de l'attaque. Contrairement aux Ecureuils qui ont opté pour un 4-3-3. L'entame de jeu a été quelque peu mouvementée et teintée de manque de sérénité,

côté togolais. Les Béninois ont montré beaucoup de présence dans la surface togolaise, sans pour autant trouver le chemin des filets. Le latéral droit togolais, Bode Abdoul, a eu fort à faire sur son flanc. Lequel a servi d'appui pour le Togo de titiller le Bénin. En première période, le Bénin s'est montré plus entreprenant et dangereux. Mais l'occasion franche de cette première partie est à mettre à l'actif du Togo, à la 38^e minute suite à une volée de Tchakei Marouf, claqueté par le gardien béninois. Score : 0-0 à la pause.

Le début de la deuxième période a été à l'image de la première : beaucoup de sérénité côté des Béninois qui construisent mieux avec des balles dans le dos de la défense togolaise. Une domination qui a été de courte durée : à la 72^e minute, Tchakei Marouf saute le verrou béninois en coupant de la tête au deuxième poteau, le centre de son équipier d'attaque, Koudagba Kossi Edem. 1-0 donc pour le Togo qui retrouve ses automatismes techniques durant le reste de la rencontre. Les Béninois

vont pousser mais c'est sans compter sur des joueurs togolais galvanisés par Jean-Paul Abalo Dosseh, et un public qui a massivement fait le déplacement. Pari gagné donc pour le sélectionneur local, Jean-Paul Abalo Dosseh, qui décroche ainsi sa première victoire depuis qu'il est à la tête de cette sélection.

Jean-Paul Abalo Dosseh : « Les joueurs ont fait preuve de détermination »

En conférence de presse à la fin du match, le sélectionneur Jean-Paul Abalo Dosseh et son joueur Guéli Koffi, se sont exprimés. « Je suis content pour cette victoire, mais je suis plus heureux pour les joueurs qui ont réalisé l'exploit. C'est un groupe qui éprouve de l'envie, donc il y a de quoi en être fier », a affirmé Jean-Paul Abalo Dosseh. Avant de se lancer dans cette double confrontation contre le Bénin, les Eperviers ont effectué un stage de deux semaines.

« Je remercie vraiment Claude Le Roy pour cette victoire parce que grâce à lui, j'ai fait deux semaines de stage avec les joueurs. Sinon,



Togo vs Bénin, une action de jeu

ce serait trois jours de stage et je ne pense pas que ce soit possible de gagner et de faire déjà un match nul au Bénin », a expliqué Abalo Dosseh.

Le Nigéria, prochain adversaire des Eperviers

Après avoir passé le piège béninois, le Togo fera face au Nigéria pour le deuxième tour des éliminatoires du Chan 2020. A la question de savoir comment le Togo compte aborder cette confrontation, le sélectionneur local, Jean-Paul Abalo Dosseh s'est montré serein tout en reconnaissant qu'il y a du travail à faire pour corriger les imperfections. « Avant ce match (contre le Bénin) le coach nous a dit de ne pas penser au Nigéria. Maintenant, nous allons nous concentrer sur le Nigéria et l'étudier, comme cela a été le cas face au Bénin », a

expliqué Guéli Koffi.

Claude Le Roy encore décrié par le public

Lors de l'inauguration du Stade rénové de Kégué par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, le sélectionneur de l'équipe nationale A togolaise, Claude Le Roy, a été sifflé, hué et décrié par le public, réclamant sa démission devant Faure Gnassingbé. Hier, le public a réédité son mécontentement vis-à-vis du « sorcier blanc », cette fois-ci en présence du sélectionneur du Bénin, Michel Dussuyer. Un fait qui dénote de la détermination du public sportif togolais qui pense plus de mal que de bien de Le Roy, au vu de ses statistiques à la tête de la sélection nationale togolaise. Le feuilleton se poursuit donc.

Attipoe Edem Kodjo

COMMUNIQUE DE PRESSE



Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'appui au Mécánisme Incitativ de Financement Agricole fondé sur le partage de risques (ProMIFA) co-financé par le Gouvernement de la République Togolaise et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), il a été entrepris et conduit avec l'aide de l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE), le processus de recrutement du personnel de l'unité de gestion et de coordination.

Au terme du processus et après avoir requis l'avis de non objection du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), la Direction Générale du Mécánisme Incitativ de Financement Agricole fondé sur le partage de risques (MIFA S.A) communique les résultats définitifs ainsi qu'il suit.

Lomé le 31 juillet 2019

La Direction générale

Coordonnateur		
N°	Nom et prénoms	Classement
1er	MIDEKOR Ayawa Dodji Agblevi	Candidat retenu
2eme	DARAGO Rachid	
3eme	ADOU RAHIM ALIMI Assimiou	

Responsable administratif et financier		
N°	Nom et prénoms	Classement
1er	ODOHI Médjilon Smalla	Candidat retenu
2eme	DOH - EGUELI Basile Kokou Koffi	
3eme	ALAKI Essomanam Piyabalo	

Responsable Suivi-évaluation		
N°	Nom et prénoms	Classement
1er	TETE Laté	Candidat retenu
2eme	AZAKPO Yaossé	Candidat en attente
3eme	OGOUWA Komivi	Candidat en attente

Spécialiste en passation de marché		
N°	Nom et prénoms	Classement
1	REMA GOFAGA Koaba	Candidat retenu
2	ANWONE Biraguitcha	
3	KOUNOUDJI Kokou	

Comptable		
N°	Nom et prénoms	Classement
1er	AGBETIAFA Emmanuel Zanutey K.	Candidat retenu
2eme	YOVO-ESSE Kodzo	
3eme	DALLY Komlan Tété	

Responsable ciblage genre et jeune		
N°	Nom et prénoms	Classement
1er	PANTOM Mitaviko	Candidat retenu
2eme	AMANA Sanda Eugène	
3eme	KOUTONE Komi	

Secrétaire		
N°	Nom et prénoms	Classement
1er	NOUMAGNIN A.Afi	Candidat retenu
2eme	ABALO Okpé	
3eme	DAWI Kodéhalo	

Chauffeur		
N°	Nom et prénoms	Classement
1er	ETOU DJI Kwami Mensah	Candidat retenu
2eme	TCHAKONDO Ibn Abasse	
3eme	LONGA Essohanam	

« Mon sang pour sauver une vie »

233 poches de sang collectés en une seule journée grâce à l'UPF-Togo

L'opération « Mon sang pour sauver une vie » a tenu toutes ses promesses et a mobilisé plus de monde que prévu. Initiée par la section togolaise de l'Union internationale de la presse francophone (UPF), elle s'est tenue le samedi 03 août au Centre national de transfusion sanguine (CNTS) et a permis de collecter en tout 233 poches de sang.



Le président de l'UPF-Togo Loïc Lawson donnant son sang

De quoi augmenter un tant soit peu le nombre de poches de sang du Centre national de transfusion sanguine. Cette collaboration, la première du genre entre l'UPF-Togo et le CNTS promet. L'appel lancé par le nouveau bureau exécutif de l'organisation

de la presse francophone a fait mouche. Il a mobilisé journaliste et population pour la même cause : donner son sang pour sauver une vie. L'objectif de l'opération ? « Soulager le Centre national de transfusion sanguine qui vit en ce moment une pénurie de sang ».

Après l'opération, on peut constater un ouf de soulagement chez les responsables de ce Centre. « Le CNTS remercie sincèrement l'UPF-TOGO pour la bonne organisation, la forte mobilisation et pour la réussite de cette opération "Mon sang pour une Vie". Le

CNTS remercie également la population qui a écouté l'appel lancé par UPF-TOGO et a répondu favorablement par un déplacement massif au CNTS afin de poser cet acte de solidarité qui est le don de sang », a indiqué Yao Séna Tété, chef Unité information éducation, chargé de la collecte mobile du Centre national de transfusion sanguine.

UPF-Togo ne compte pas s'arrêter là. Après avoir

remercié toute la population pour le succès de cette opération qui va « permettre au sang d'attendre 233 patients qui en auront besoin », le bureau exécutif de l'UPF-Togo a invité tout le monde à se mobiliser de même pour la grande campagne « 100 mille poches de sang pour le Togo ». Cette campagne se fera bientôt et permettra de lutter contre la pénurie de sang au Togo.

Félix Tagba



DIRECT AGENCE
Agence conseil en communication

Vous êtes un annonceur, un privé,
une agence conseil en communication
ou un homme d'affaires !
Vous avez besoin d'une communication
dans le journal Togo Matin ?



Contactez notre régie exclusive
DIRECT AGENCE
Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjole
(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

0%

de taux de remboursement
sur 12 mois*

Prêt scolaire

Donnez des ailes à l'éducation de vos enfants

Du 15 Juillet au 15 Octobre 2019



La Banque Autrement
www.corisbank.tg

